

---

## Conclusions de la Commission spéciale de juin 1992 sur les affaires générales et la politique de la Conférence

ÉTABLIES PAR LE BUREAU PERMANENT

*Document préliminaire No 18 d'août 1992*

---

La Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye de droit international privé a été réunie à La Haye en juin 1992 dans le but d'examiner l'état des travaux en cours et de préparer les décisions qui devront être prises lors de la Dix-septième session en ce qui concerne les travaux futurs.

La Commission a tenu séance du 1er au 4 juin 1992, sous la présidence de Mme R. K. Buure-Häglund, Expert de la Finlande.

M. Didier Operti Badán, Expert de l'Uruguay, a été élu Vice-président.

### Examen des questions figurant à l'ordre du jour de la Commission spéciale

#### A LE TRAVAIL EN COURS

##### I Adoption d'enfants en provenance de l'étranger

Le Bureau Permanent présente l'état des travaux au sein de la Commission spéciale sur l'adoption d'enfants en provenance de l'étranger. Cette Commission spéciale, présidée par l'Expert du Canada, M. T. B. Smith, s'est réunie en 1990, 1991 et 1992 et a mis au point un projet de Convention sur l'adoption transnationale d'enfants. Il convient de relever que des Etats non membres, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, ont été invités à participer aux travaux de cette Commission à titre de Membres *ad hoc*. Vingt-quatre Etats non membres ont été représentés.

Le Rapport sur l'avant-projet de Convention, en cours d'établissement par M. G. Parra-Aranguren, Expert du Venezuela, sera envoyé aux gouvernements et aux experts à l'automne 1992.

#### B TRAVAUX FUTURS – SUJETS INCLUS DANS L'ACTE FINAL DE LA SEIZIÈME SESSION

##### II Loi applicable aux effets de commerce

Ce sujet fait l'objet du Document préliminaire No 8 constitué par le Rapport que la Seizième session de la Conférence avait chargé le Bureau Permanent d'établir pour exposer les problèmes portant d'une part sur la révision des Conventions de Genève de 1930 et de 1931 et d'autre part sur ceux plus spécifiques que la Convention de la CNUDCI peut soulever en matière de conflit de lois. Cette dernière Convention, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1988, n'a jusqu'ici rencontré qu'un faible succès; de plus, le problème du conflit de

lois en matière d'effets de commerce ne semble pas soulever dans la pratique de problèmes majeurs.

Après discussion, la Commission admet que le sujet n'a pas une importance telle pour l'instant qu'il faille convoquer une session extraordinaire pour le traiter; toutefois, étant donné les imperfections des Conventions de Genève de 1930 d'une part et d'un éventuel regain d'intérêt des Etats pour la Convention de la CNUDCI, les experts estiment excessif de rayer ce sujet de l'ordre du jour de la Conférence. Aussi la Commission décide-t-elle de recommander à la Dix-septième session de laisser ce sujet à l'ordre du jour des travaux de la Conférence, mais sans aucune priorité.

##### III Loi applicable aux contrats de licence et de transfert de savoir-faire

Ce sujet figure à l'agenda des travaux futurs depuis 15 ans, période au cours de laquelle l'attention sur cette matière a été principalement concentrée sur le projet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUDCED) d'établir un code international de conduite pour le transfert de technologie, projet contenant un chapitre sur le règlement des disputes qui traite en partie du problème du choix de la loi applicable. Les travaux de la CNUDCED se sont trouvés dans l'impasse depuis 1985, lorsque s'est tenue la Sixième session de la Conférence sur le transfert des technologies à laquelle la Conférence de La Haye a assisté en qualité d'Observateur. Le problème de la loi applicable a été l'un des points les plus controversés, à la source même de l'impasse.

Depuis 1985, le Secrétaire général de la CNUDCED a continué d'année en année à maintenir des consultations avec les gouvernements pour essayer de mettre fin à l'impasse, faisant chaque fois un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies sur le résultat de ces consultations. Même après que le problème ait été soumis à la CNUDCED VIII tenue à Carthagène en février 1992, la situation est restée la même, bien que les décisions prises lors de la Conférence de Carthagène fassent apparaître une limitation du domaine du travail futur entrepris par la CNUDCED. De toute façon, il reste de sérieux doutes quant à l'intérêt pratique de ce sujet, en raison du fait que le choix de la loi par les parties est de plus en plus largement accepté dans les différentes régions du monde et que l'usage fréquent de clauses sur le choix de la loi applicable, de même que sur le compromis arbitral, semble bien vider cette matière de son principal intérêt pratique.

En raison de ces doutes persistants sur l'intérêt d'un tel sujet, la Commission spéciale décide de recommander à la Dix-septième session de l'écartier de l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence.

##### IV Loi applicable à la concurrence déloyale

Au cours des dernières années, le domaine de la concurrence déloyale a été caractérisé par une activité législative considérable, tendant notamment à une mise à jour et à une division analytique plus claire des catégories de concurrence déloyale. C'est ainsi par exemple que les législations adoptées en Suisse et au Luxembourg au milieu des années 1980 ont été suivies plus récemment par de nouvelles législations en Hongrie et en Espagne. La tendance de ces nouvelles législations va vers une plus grande uniformité du droit matériel, du moins en Europe de l'Ouest. Une autre uniformité sera réalisée par l'amendement proposé à la Directive de la CEE de 1985 sur la publicité trompeuse, amendement qui réali-

---

## Conclusions of the Special Commission of June 1992 on general affairs and policy of the Conference

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

---

*Preliminary Document No 18 of August 1992*

---

The Special Commission on general affairs and policy of the Hague Conference on private international law met at The Hague in June 1992 for the purpose of examining the status of the work in progress and to prepare the decisions which are to be taken at the Seventeenth Session as concerns future work.

The Commission met from 1 to 4 June with Mrs R. K. Buure-Hägglund, Expert of Finland, in the chair. Mr Didier Opertti Badán, Expert of Uruguay, was elected Vice-Chairman.

### Consideration of the issues appearing on the Special Commission's agenda

#### A WORK IN PROGRESS

##### I *Intercountry adoption of children*

The Permanent Bureau described the status of the work in progress of the Special Commission on intercountry adoption of children. This Special Commission, chaired by the Canadian Expert, Mr T. B. Smith, had met in 1990, 1991 and 1992 and had drawn up a preliminary draft Convention on intercountry adoption of children. It was pointed out that non-Member States from Latin America, Africa and Asia had been invited to participate in the work of this Commission as *ad hoc* Members. Twenty-four non-Member Countries had been represented.

The report on the preliminary draft Convention, which was being drawn up by Mr G. Parra-Aranguren, the Expert of Venezuela, will be sent to the Governments and to the experts in the fall of 1992.

#### B FUTURE WORK – TOPICS INCLUDED IN THE FINAL ACT OF THE SIXTEENTH SESSION

##### II *Law applicable to negotiable instruments*

This topic had been dealt with in Preliminary Document No 8 which was the report that the Sixteenth Session of the Conference had asked the Permanent Bureau to draw up in order to identify the problems dealing on one hand with the revision of the Geneva Conventions of 1930 and 1931, and on the other hand with the more specific conflict of laws issues that the UNCITRAL Convention might raise. This latter Convention, adopted by the General Assembly of the United Nations in 1988, had up until then garnered only slight success; in addition, conflict of laws problems in the field of negotiable in-

struments did not seem to give rise to major issues in practice.

After discussion, the Commission agreed that the topic did not have such importance for the present that it was necessary to convene an Extraordinary Session in order to deal with it; however, given the imperfections of the Geneva Conventions of 1930, on the one hand, and the possibility of regained interest on the part of the States in the UNCITRAL Convention, the experts thought that it would have been too radical to strike this topic from the Conference's agenda. Thus the Commission decided to recommend to the Seventeenth Session that this topic be left on the agenda for the Conference's work but without any priority.

##### III *Law applicable to licensing agreements and transfer of technology*

This topic had been on the agenda for 15 years, during all of which time it had been largely pre-empted by the project of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) to draft an international code of conduct for the transfer of technology containing a chapter on settlement of disputes which dealt in part with choice of law. The UNCTAD work had been in a state of impasse since 1985 when the Sixth Session of the Transfer of Technology Conference had been held, at which the Hague Conference had been represented by an observer. The issue of the applicable law had been one of the controverted points on which there was impasse.

The Secretary General of UNCTAD had continued from year to year since 1985 to carry on further consultations with governments as to the possibility of breaking the impasse and reporting back to the United Nations General Assembly on the results of these consultations. Following referral of the problem to UNCTAD VIII held at Cartagena in February 1992, this remained the situation, although it appeared that the decisions of the Cartagena Conference might tend to restrict the scope of further work by UNCTAD in this field. In any case, serious doubt remained as to the practical interest of this topic since choice of the law by the parties was being more and more widely accepted in different regions of the world and the frequent use of choice of law clauses, as well as of arbitration clauses, might void the topic of most of its practical interest.

Given these continuing doubts about the viability of this topic, the Special Commission recommended that the Seventeenth Session strike this topic from the Conference's agenda.

##### IV *Law applicable to unfair competition*

The field of unfair competition law had been characterized in recent years by very considerable legislative activity, notably tending towards updating and clearer analytical breakdowns of the categories of unfair competition. Legislation in Switzerland and Luxembourg in the middle 1980s, for example, had been followed more recently by new legislation in Hungary and Spain. The trend of this legislation seemed to tend towards greater uniformity in the substantive law at least within Western Europe. Further uniformity might be brought about through a proposed amendment to the 1985 EEC directive on misleading advertising which would significantly unify the rules on comparative advertising.

serait une unification importante des règles concernant la publicité comparative.

En ce qui concerne le conflit de lois, l'entrée en vigueur en Suisse de la Loi fédérale sur le droit international privé a renforcé la tendance qui existait également dans la jurisprudence de nombreux pays et consistant à appliquer en premier lieu la loi du marché où les intérêts entrent en conflit. Ces développements sont de plus accentués par le fait que la tendance à inclure dans le concept de concurrence déloyale la fraude envers les consommateurs s'est accentuée dans de nombreux pays. La législation espagnole a suivi cette tendance, en plus de se référer également à la loi du marché, bien que la règle de conflit établie en la matière soit de caractère unilatéral (c'est-à-dire qu'elle ne tend qu'à préciser le champ d'application de la loi espagnole en cette matière).

La discussion au sein de la Commission spéciale fait ressortir un large soutien pour maintenir ce sujet à l'agenda des travaux futurs de la Conférence en raison de son intérêt essentiel et continu, mais il reste un doute quant au caractère urgent d'une convention, en raison spécialement de la tendance grandissante en jurisprudence et dans les nouvelles législations en direction d'une uniformité à la fois du droit matériel et du traitement conflictuel. En conclusion, la Commission spéciale recommande à la Dix-septième session que ce sujet soit maintenu à l'agenda des travaux futurs, sans priorité.

V *Extension à la protection des incapables majeurs des mécanismes de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs.*

Ce sujet a fait l'objet du Document préliminaire No 6, *Note sur la protection des incapables majeurs*, établie par le Bureau Permanent. Ce document montre que l'on peut soit, par une clause très simple, étendre le mécanisme de la Convention de 1961 aux incapables majeurs soit négocier un règlement *ad hoc*, mais dans une telle hypothèse se pose la question de savoir s'il ne conviendrait pas aussi de reviser la Convention de 1961 pour permettre une acceptation plus large du traité. Il semble à la Commission que la solution de l'extension pure et simple n'est pas satisfaisante car elle n'intéresserait que le nombre restreint d'Etats qui ont ratifié la Convention de 1961. Or, il apparaît des débats que le problème posé par les incapables majeurs revêt de plus en plus d'importance pratique. Un courant se dessine dans la Commission pour estimer qu'il convient d'envisager la révision de la Convention de 1961 et à cette occasion de s'interroger plus avant sur la possibilité de traiter dans la même Convention le problème des incapables majeurs.

Lors de la discussion sur les priorités, qui eut lieu lors de la dernière séance de la Commission, il a été décidé de recommander à la Dix-septième session de placer en priorité à l'ordre du jour des travaux futurs la révision de la Convention sur la protection des mineurs et son extension éventuelle aux mesures de protection des majeurs.

VI *Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière de successions*

Le Document préliminaire No 14 établi par le Bureau Permanent rappelle les contours de l'édifice conventionnel en matière de successions (*Convention du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions* et *Convention du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions*) et souligne l'opportunité de le parache-

ver par l'élaboration d'une convention sur la compétence judiciaire directe ou indirecte en la matière.

La Commission, sans sous-estimer l'intérêt d'un tel projet, pense qu'il est pour l'instant prématuré, puisque la Convention de 1989 n'a pas encore fait l'objet de ratifications.

C'est pourquoi la Commission souhaite le maintien du projet à l'ordre du jour des travaux futurs, mais sans priorité.

VII *Problèmes spécifiques de droit international privé résultant de l'utilisation de procédés électroniques*

Le Document préliminaire No 3 relatif à ce sujet tente de décrire la nouveauté de la matière et sa remarquable ampleur, puisqu'elle touche pratiquement tous les domaines du droit; preuve en est le nombre considérable d'Organisations internationales qui traitent d'une manière ou d'une autre de ce qu'on appelle maintenant les *échanges de données informatisées (EDI)*.

La Commission spéciale est consciente de l'importance du sujet et de la véritable révolution que l'EDI peut provoquer dans le domaine du droit. Toutefois, compte tenu des grandes incertitudes qui persistent en la matière en droit matériel, il est préférable de ne donner aucune priorité aux EDI. Le sujet doit rester à l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence, le Bureau Permanent étant chargé de continuer d'étudier les problèmes et surtout de rester en liaison avec les autres organisations traitant de la même matière.

VIII *Transferts électroniques de fonds*

Ce sujet fait l'objet d'une Note (Doc. prélim. No 1) sur le problème de la loi applicable aux *virements internationaux*; cette modification de l'intitulé du sujet tient compte de l'élargissement du champ d'application de la Loi modèle élaborée en la matière par la CNUDCI. La Note expose les problèmes particuliers que soulèvent en droit international privé les virements internationaux et souligne que l'article sur les conflits de lois incorporé dans le projet de Loi modèle de la CNUDCI ne pouvait donner une solution satisfaisante à la difficulté. Finalement, la CNUDCI n'a pas retenu dans sa Loi modèle l'article sur les conflits de lois, si bien que la voie reste ouverte à la Conférence pour s'engager dans des travaux. Toutefois, la Note suggérait qu'avant d'entreprendre des travaux en la matière, les banques et les «systèmes de virement» soient consultés par voie d'un questionnaire sur la faisabilité et l'utilité d'une convention sur les conflits de lois.

Après discussion, la Commission spéciale décide de charger le Bureau Permanent d'adresser avant la Dix-septième session un questionnaire aux banques et aux «systèmes de virement», par l'intermédiaire des Organisations nationales et de la Fédération bancaire de la Communauté européenne et de la Fédération latino-américaine des Banques. Sur la base des résultats de cette enquête, la Dix-septième session pourra prendre sa décision.

IX *Protection de la vie privée en cas de flux transfrontière de données*

Ce sujet n'a pas fait l'objet d'une nouvelle Note, mais il est rappelé que ce qui est contenu dans le Document préliminaire No 5 de novembre 1987 reste valable: le Conseil de l'Europe travaille toujours sur les aspects de droit matériel en la matière, élaborant une série de Recommandations touchant les différents aspects de la vie privée. Le Bureau Permanent n'a pu suivre activement

As to the conflict of laws, the entry into force of the Swiss Federal Law on Private International Law had further consolidated the trend which also existed in the case law in a number of countries, to apply primarily the law of the market where the interests in question collided. This development was further accentuated by the fact that the tendency to include deception of consumers within the concept of unfair competition was continuing to broaden in a number of countries. The Spanish legislation followed this trend and moreover, although the conflicts rule set up therein was unilateral in nature (*i.e.* it only purports to set the scope of application of the Spanish legislation on this topic), it also referred to the law of the market.

The discussion showed broad support for retaining this topic on the Conference's agenda because of its inherent and continuing interest, but doubt existed as to whether there was a pressing need for a convention, especially given the growing trend in the case law and legislation towards uniformity of the substantive law as well as uniformity of conflicts treatment. Thus the Special Commission recommended to the Seventeenth Session that this topic be retained on the agenda without priority.

#### V *Extension to the protection of incapacitated adults of the techniques of the Hague Convention of 5 October 1961 concerning the Powers of Authorities and the Law Applicable in Respect of the Protection of Minors*

This topic had been dealt with in Preliminary Document No 6, *Note on the protection of incapable adults*, drawn up by the Permanent Bureau. This document shows that it would be possible either by a very simple clause to extend the techniques of the 1961 Convention to incapacitated adults or to negotiate a set of rules on an *ad hoc* basis but in the latter hypothesis the question would arise as to whether it would not also be necessary to revise the 1961 Convention in order to allow broader acceptance of this treaty. It seemed to the Commission that purely and simply to extend the 1961 Convention would not be very satisfying since it would only be interesting to the limited number of States which had ratified that Convention. Now it appeared from the discussions that the problems posed by incapacitated adults are taking on more and more practical importance. A train of thought developed within the Commission towards thinking that the 1961 Convention ought perhaps to be revised and that this could be the occasion to enquire further into the possibility of dealing with issues concerning incapacitated adults in the same convention. During the discussion on the priorities of the various topics which took place at the Commission's last sitting, it was decided to recommend to the Seventeenth Session that the revision of the Convention on Protection of Minors and its possible extension to measures of protection for adults be placed on the agenda for future work as a matter of priority.

#### VI *Judicial jurisdiction and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death*

Preliminary Document No 14, drawn up by the Permanent Bureau, resketched the outlines of the treaty framework in the field of successions (*Convention of 2 October 1973 Concerning the International Administration of the Estates of Deceased Persons* and the *Convention of 1 August 1989 on the Law Applicable to Succession to the Estates of Deceased Persons*) and emphasized

the desirability of filling out this framework through the preparation of a convention on direct or indirect jurisdiction in this field. The Commission, without underestimating the interest which such a project would offer, felt that it was for the moment premature since the 1989 Convention had not yet been ratified.

For this reason the Commission wanted to maintain this topic on the agenda for future work but without priority.

#### VII *Specific problems of private international law arising from the utilization of electronic processes*

Preliminary Document No 3 dealing with this subject area attempted to describe the novelty of this topic and its remarkable breadth since it touches practically all the fields of law; this is proved by the considerable number of organizations which deal in one manner or another with what is now called *electronic data interchange* (EDI).

The Special Commission was conscious of the importance of this topic and of the revolutionary changes that EDI may stimulate in law and practice. However, taking into account the great uncertainty which persisted in this field concerning the substantive law, it seemed preferable not to give any priority to EDI. The topic was to remain on the agenda for the Conference's future work with the Permanent Bureau being charged with continuing the study of these problems and, above all, remaining in contact with the other organizations working on the same topic.

#### VIII *Electronic funds transfers*

This topic was dealt with in a note (Prel. Doc. No 1) on the problem of the law applicable to international credit transfers; this change in the title of the topic takes into account the enlargement in the scope of application of the model law drawn up on this subject by UNCITRAL. The note described the particular problems to which international credit transfers give rise in private international law and emphasized that the article on the conflict of laws incorporated into the draft UNCITRAL model law could not give a satisfactory solution to the difficulties. Finally, UNCITRAL did not retain in its model law the article on the conflict of laws and thus the way remains open for the Conference to undertake work. However, the note suggested that before work was undertaken on this topic, the banks and the funds transfer systems be consulted through a questionnaire on the desirability and the utility of a convention on the conflict of laws.

After discussion the Special Commission decided to charge the Permanent Bureau with addressing a questionnaire to the banks and to the funds transfer systems before the Seventeenth Session through the intermediary of the National Organs and the banking federation of the European Community and of the Inter-American Federation of Banks. On the basis of the results from this enquiry, the Seventeenth Session would be able to take its decision.

#### IX *Protection of privacy in connection with transfrontier data flows*

This topic had not been dealt with in a new note but it was mentioned that the contents of Preliminary Document No 5 of November 1987 remained valid; the Council of Europe was still working on aspects of the substantive law in this field, drawing up a series of recommendations touching on different aspects of private life. The Permanent Bureau had not been able to

les travaux du Conseil de l'Europe, mais le sujet reste d'actualité.

La Commission spéciale estime qu'il serait opportun que le Bureau Permanent reprenne contact avec le Conseil de l'Europe, afin de cerner les difficultés liées aux aspects internationaux de la protection de la vie privée; il est chargé d'établir une Note d'information sur la matière en vue de la Dix-septième session.

#### X *Loi applicable aux couples non mariés*

Un Document préliminaire No 5 établi par le Bureau Permanent présentait une étude comparative étendue qui montre la réalité des conflits de lois en la matière. Toutefois, la majorité de la Commission estime que le phénomène ne connaît encore ni une stabilisation législative interne suffisante, ni une cristallisation assez précise des types de problèmes susceptibles de se poser sur le plan international pour pouvoir faire l'objet d'une convention internationale.

La Commission recommande que la question reste inscrite à l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence, mais sans aucune priorité.

#### XI *Loi applicable au transport multimodal*

Ce sujet n'a pas fait l'objet d'une note particulière en raison du fait que le Bureau Permanent n'a pas pu suivre les travaux que la CNUCED ou la Chambre de Commerce Internationale ont entrepris en la matière. Même si la Convention de Genève sur le transport multimodal ne semble pas rencontrer de succès, un consensus net apparaîtrait au sein de la Commission spéciale autour de l'idée que les travaux de ces Organisations ont fait perdre une grande partie de leur intérêt pour une éventuelle réglementation conflictuelle du transport multimodal. En conséquence, la Commission spéciale décide de recommander à la Dix-septième session d'écarter le sujet de l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence.

#### XII *Loi applicable aux obligations contractuelles*

Un Document préliminaire No 7 établi par le Bureau Permanent rappelait que le sujet était inscrit depuis de très nombreuses années sans avoir fait l'objet de développements concrets. Le sujet est l'objet, dans le cadre de la Communauté économique européenne, de la Convention de Rome qui vient d'entrer en vigueur. De nombreux droits européens ont adopté un système conflictuel proche des grandes lignes de cette Convention, des travaux d'unification du droit international privé sont prévisibles en la matière en Amérique latine. Le Secrétaire général ayant fait connaître ses doutes sur l'opportunité de commencer les travaux en la matière, il apparaît qu'aucun expert ne souhaite voir le sujet inscrit à l'ordre du jour des travaux futurs. Il est recommandé de supprimer cette question de la liste des travaux futurs.

#### XIII *Convention en matière de procédure civile et d'entraide judiciaire administrative internationale*

Sous ce titre sont incluses non seulement les Conventions Notification et Obtention des preuves à l'étranger, mais aussi la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants qui, bien que traitant principalement de problèmes de droit de famille, contient d'importants éléments de procédure et implique une coopération administrative et judiciaire étroite par l'intermédiaire des Autorités centrales que chaque Etat partie au traité doit désigner. La Convention Enlève-

ment d'enfants a connu un développement remarquable, puisque de quatorze Etats parties en octobre 1989, lorsque la première réunion sur son fonctionnement a été tenue, elle en compte aujourd'hui vingt-quatre. Une deuxième réunion de la Commission spéciale pour examiner le fonctionnement de cette Convention doit se tenir du 18 au 21 janvier 1993 et le Bureau Permanent se propose de donner un aperçu de la jurisprudence des différents Etats portant sur l'interprétation et l'application de la Convention et d'établir à l'intention de cette réunion un document préliminaire faisant la synthèse des différents aspects de cette jurisprudence.

Certains experts soulignent les avantages qu'il y aurait à examiner de la même manière le fonctionnement des Conventions internationales traitant de la coopération judiciaire et administrative en matière d'obligations alimentaires pour les mineurs ou les adultes. Ces Conventions sont notamment la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* et la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*, de même que la *Convention des Nations Unies sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, signée à New York le 20 juin 1956. Après discussion, la Commission spéciale admet l'idée que le Bureau Permanent organise une réunion sur le fonctionnement de tous les instruments universels en vigueur concernant les obligations alimentaires; étant donné que les Conventions de La Haye et celle de New York sont en vigueur en parallèle dans beaucoup de pays, il ne semble pas y avoir d'obstacle à inclure l'examen du fonctionnement de la Convention de New York et d'inviter les pays qui sont parties à la Convention des Nations Unies, mais qui ne sont pas parties aux Conventions de La Haye, à participer aux discussions.

Puis la Commission spéciale passe à l'examen de la *Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale* et la *Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale*. Il est rappelé que conformément à la décision prise lors de la Seizième session, une Commission spéciale s'est tenue en avril 1989 pour étudier le fonctionnement de ces deux Conventions et qu'un rapport a été établi à la suite de cette réunion.

Les représentants de l'Union internationale des huisiers de justice attirent l'attention sur plusieurs problèmes pratiques qui se sont posés à l'occasion de l'application de la Convention Notification. La Commission spéciale n'a pas discuté de ces problèmes, ceux-ci devant être plutôt examinés lors de la Commission spéciale sur le fonctionnement de cette Convention. Plusieurs experts soutiennent l'idée d'organiser à l'avenir de nouvelles réunions sur le fonctionnement des deux Conventions, tout en émettant le voeu que ces réunions ne soient pas organisées trop fréquemment et qu'elles soient minutieusement préparées par une documentation expliquant les problèmes soulevés dans la pratique. Il est rappelé enfin que la deuxième édition du *Manuel pratique* sur le fonctionnement de la Convention Notification paraîtra dans le courant de l'été 1992.

#### XIV *Encouragement de la ratification de la Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits*

Se dégage des discussions que malgré l'harmonisation progressive des droits internes, le règlement des conflits

follow actively the work of the Council of Europe but the topic remained of current interest.

The Special Commission thought that it would be desirable for the Permanent Bureau to take up contact again with the Council of Europe in order to identify the difficulties linked with the international aspects of protection of privacy; it was charged with drawing up an informational note on this topic with a view to the Seventeenth Session.

#### X *Law applicable to unmarried couples*

Preliminary Document No 5, drawn up by the Permanent Bureau, offered an extensive comparative study which shows the reality of conflict of laws issues in this area. However, the majority of the Commission felt that the phenomenon still had neither sufficient domestic legislative stability nor a precise enough crystallization of the types of issues which might be posed on the international level to be dealt with in an international convention.

The Commission recommended that this topic remain open on the agenda for the Conference's future work but without any priority.

#### XI *Law applicable to multimodal transport*

There was no note for this topic because of the fact that the Permanent Bureau had not been able to follow the work that UNCTAD or the International Chamber of Commerce had undertaken in this field. Even though the Geneva Convention on Multimodal Transport did not seem to be meeting with success, a clear consensus appeared within the Special Commission around the idea that the work of these organizations had taken away much of the interest which there might be for conflicts rules on multimodal transport. Consequently the Special Commission decided to recommend to the Seventeenth Session that this topic be stricken from the agenda for the Conference's future work.

#### XII *Law applicable to contractual obligations*

Preliminary Document No 7, drawn up by the Permanent Bureau, recalled that this topic had been included in the agenda many years before but had never led to concrete developments. The topic had been dealt with within the European Economic Community in the Convention of Rome which had just entered into force. Numerous European legal systems have adopted conflicts rules along the broad lines of this Convention and work on unification of private international law in this field was expected to be undertaken in Latin America. The Secretary General having made known his doubts as to the desirability of beginning work on this topic, it appeared that there was no expert who wanted to see this topic included in the agenda for future work. It was recommended that this topic be stricken from the agenda for future work.

#### XIII *Conventions on civil procedure and on international judicial and administrative co-operation*

Under this heading were included not only the Conventions on Service of Documents Abroad and on Taking of Evidence Abroad, but also the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction which, although it was mainly a treaty dealing with family problems, incorporated strong procedural elements and involved close administrative and judicial co-operation through the Central Authorities designated by each Party to the treaty. The Child Abduction Convention was

experiencing remarkable growth, there having been fourteen Parties in October 1989 when the first meeting was held to review its operation and this number now being twenty-four. A second Special Commission meeting to study the operation of this Convention was scheduled to be held 18-21 January 1993 and the Permanent Bureau would review the case law from the different countries interpreting or applying the Convention and issue a Preliminary Document synthesizing the results of the case law, in advance of this meeting.

Certain experts stressed the possible advantages that there would be if the international Conventions providing for judicial and administrative co-operation in connection with the collection of support for minors or adults were to be studied in the same way as to their operation. The Conventions referred to included the *Hague Convention of 15 April 1958 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations in Respect of Children* and the *Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations*, as well as the *United Nations Convention on the Recovery Abroad of Maintenance* signed at New York, 20 June 1956. After discussion, the Special Commission reached a consensus on the idea that the Permanent Bureau should organize a meeting on the operation of the universal international instruments in force concerning maintenance (support) obligations; given that the Hague Conventions and the New York Convention were in force in parallel in many countries, there appeared to be no obstacle to including the operation of the New York Convention within the study and inviting countries which are Parties to the United Nations Convention, but not to the Hague Conventions, to participate in the discussions.

Attention was then turned to the *Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters* and the *Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*. It was noted that, in accordance with the instructions of the Sixteenth Session, a Special Commission meeting had been held to study the operation of these Conventions in April 1989 and that a Report had been issued following that meeting.

The representative of the International Union of Bailiffs and Sheriff's Officers pointed out several practical problems which had arisen concerning the practice under the Convention on Service of Documents Abroad. There was no extended discussion on these issues, which were of a type which could best be dealt with in a Special Commission of experts dealing with the operation of the Convention in question. Several experts supported the idea of organizing further meetings on the operation of these Conventions, while expressing the wish that the meetings not be scheduled too frequently and that they be carefully prepared with documentation explaining the issues which had arisen in practice.

It was noted that the second edition of the *Practical Handbook* on the operation of the Convention on Service of Documents Abroad would be issued during the summer of 1992.

#### XIV *Encouragement of wider ratification of the Convention on the Law Applicable to Products Liability*

The discussions showed that, in spite of the progressive harmonization of domestic laws in this field, the need to

de lois en la matière conserve son importance. On admet que la Convention du 2 octobre 1973, dont la complexité avait pu être critiquée par le passé n'est d'un abord difficile qu'en apparence et que le système du groupement des points de contact sur lequel elle est fondée n'a, à ce jour, pas fait émerger de réelles difficultés d'application. Il convient donc d'encourager sa ratification.

## C SUGGESTIONS ET QUESTIONS DIVERSES

### XV *Garanties bancaires*

Ce sujet, qui ne figurait pas à l'ordre du jour des travaux futurs de la Seizième session, a fait l'objet d'une Note (Doc. prélim. No 2) à la suite des travaux que la CNUDCI a entrepris en la matière. L'Organisation des Nations Unies est en train d'élaborer des règles uniformes en matière de garanties, règles qui contiennent notamment des dispositions sur les conflits de lois et les conflits de juridictions. Lors de ses travaux, la CNUDCI a expressément fait appel à la Conférence pour que ces règles de conflit soient élaborées en collaboration entre les deux Organisations.

Les garanties bancaires sont une des matières qui montrent une nouvelle évolution dans les méthodes de travail de la CNUDCI et la tendance actuelle de cette Organisation d'élaborer des lois modèles incluant des dispositions en matière de conflit de lois ou de conflit de juridictions. La Commission spéciale prend conscience que cette évolution doit amener la Conférence à opérer un réexamen critique de ses méthodes de travail et de sa manière d'envisager ses relations avec les autres Organisations internationales dans le sens d'un assouplissement. Elle réalise que la Session du Centenaire pourrait être l'occasion d'une telle introspection, comme celle du vingt-cinquième anniversaire de la CNUDCI a pu l'être pour cette Organisation.

Aux termes de la discussion se dégage une tendance pour d'une part recommander à la Dix-septième session d'inscrire le sujet des garanties indépendantes et des lettres de crédit *stand-by* à l'ordre du jour des travaux futurs et décider d'autre part qu'au moins une demi-journée au cours de la Dix-septième session soit consacrée à une discussion sur les méthodes de travail de la Conférence et sur les problèmes de la coopération entre celle-ci et les autres Organisations internationales traitant de l'unification du droit.

### XVI *Loi applicable à la responsabilité civile pour dommages causés à l'environnement*

Il s'agit là d'un nouveau sujet proposé par le Bureau Permanent en raison de son importance grandissante. Le Document préliminaire No 9 établi par le Bureau Permanent a montré que les principes de conflits de lois pour des matières telles que la pollution transfrontière sont relativement peu développés, malgré l'activité internationale intense dans le domaine touchant à l'environnement. Cette activité se concentre principalement sur les grands problèmes de l'environnement et se base largement sur des solutions de droit international public par l'intermédiaire de négociations entre Etats et par l'établissement de normes standard. Même les récents travaux du Conseil de l'Europe en cette matière se sont consacrés aux problèmes matériels de la responsabilité et n'ont pas touché aux questions de la loi applicable. La discussion au sein de la Commission spéciale montre que la plupart des délégations estiment que cette matière est d'un intérêt essentiel et d'une importance qui va en se développant. Néanmoins, il conviendra de dégager

un certain nombre de problèmes topiques: la définition du domaine du sujet, le souci d'éviter une discordance entre droit public et droit privé, la décision de savoir s'il convient d'inclure les problèmes de compétence en matière d'environnement et, finalement, l'examen de savoir si et comment une coopération internationale peut être organisée en ce domaine.

La Commission spéciale décide de recommander à la Dix-septième session que ce sujet soit porté à l'agenda des travaux futurs de la Conférence, avec haute priorité. A la suite de cette décision, le Bureau Permanent demande aux Etats membres de bien vouloir lui faire parvenir toutes les données relatives à leur législation et jurisprudence, données qui pourraient aider le Bureau Permanent dans ses recherches en la matière.

### XVII *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers*

On souligne tout d'abord le très grand succès de cette Convention qui a recueilli le plus large nombre de ratifications et d'adhésions de toutes les Conventions élaborées par la Conférence de La Haye. Néanmoins, trente ans ont passé depuis que cette Convention a été adoptée et certains développements techniques, de même qu'une évolution dans la pratique, amènent à soulever des questions dont on ne trouve pas directement une réponse dans la Convention ou dans le Rapport explicatif. Ces questions concernent notamment le fait de savoir si le registre ou fichier prévu à l'article 7 peut être conservé sous une forme électronique, si les signatures figurant sur l'*apostille* peuvent être apposées mécaniquement, électroniquement ou au moyen d'un tampon et, troisièmement, si une limite de durée peut être prévue dans l'obligation de «tenir» le registre ou fichier conformément à l'article 7 de la Convention. Le Bureau Permanent relève qu'en raison du fait que plusieurs Etats parties au traité ne sont pas représentés à la Commission spéciale de juin, il n'était pas possible d'engager une discussion sur le fond. Le but du Bureau Permanent était simplement d'obtenir de la Commission spéciale un conseil sur le type de procédure qui devrait être suivi pour essayer de résoudre les questions qui se posent en pratique.

La plupart des experts estiment que la meilleure méthode consiste en une consultation écrite préparée et adressée par le Bureau Permanent à tous les différents Etats membres de la Conférence (y compris les Etats qui ne sont pas parties à la Convention Légalisation), de même qu'à tous les Etats non membres qui sont parties à cette Convention. De cette manière, tous les Etats intéressés seraient en mesure d'exprimer leur opinion au sujet des différentes questions que soulève cette Convention. Selon les résultats de cette consultation, on pourra soit envisager une courte discussion de cette matière au cours de la Dix-septième session, soit, si les opinions sont largement divergentes, réunir une Commission spéciale pour discuter de la meilleure application de la Convention. En conséquence, le Bureau Permanent est prié d'entreprendre la consultation écrite avant la Dix-septième session.

### XVIII *Succession d'Etats et succession aux Conventions de La Haye*

Une note d'information constituant le Document préliminaire No 15 faisait le point sur les problèmes provoqués par le démembrement d'Etats membres de la Conférence ou parties à des Conventions de La Haye (Yougoslavie et URSS) et reflétait la position commune du Bureau Permanent et du Ministère des Affaires

deal with conflicts of laws remained important. It was accepted that the Convention of 2 October 1973, which had been criticized in the past for its complexity, was only apparently difficult to grasp and that the system of grouping of contacts on which it was based had not, up to that time, given rise to any real difficulties of application. Its further ratification, therefore, should be encouraged.

#### C MISCELLANEOUS SUGGESTIONS AND OTHER BUSINESS

##### XV *Bank guarantees*

This topic, which did not appear in the agenda for the Sixteenth Session, had been dealt with in a note (Preliminary Document No 2) following the discussions held by UNCITRAL on this subject. The United Nations was in the course of drawing up uniform rules on guarantees, which rules contain in particular provisions on the conflict of laws and jurisdiction. During its discussions, UNCITRAL had expressly called on the Conference with a view to having these conflicts rules drawn up in collaboration between the two organizations.

Bank guarantees are one of the matters which shows a new evolution in the working methods of UNCITRAL and the current tendency of this organization to draw up model laws, including provisions on conflicts of laws and jurisdiction. The Special Commission was aware that this evolution would lead the Conference to carry out a critical re-examination of its working methods and its way of viewing its relations with the other international organizations, with a view to more flexibility. It realized that the Centennial Session might be the occasion for such a self-examination as the twenty-fifth anniversary of UNCITRAL had been for that organization.

The upshot of the discussion was that a tendency emerged on one hand to recommend to the Seventeenth Session that the topic of bank guarantees and stand-by letters of credit be included in the agenda for future work, and on the other hand, to conclude that at least one half day during the Seventeenth Session should be devoted to a discussion on the Conference's working methods and on the problems of co-operation between it and the other international organizations dealing with the unification of law.

##### XVI *Law applicable to civil liability for environmental damage*

This was a new topic proposed by the Permanent Bureau because of its growing importance. Preliminary Document No 9 submitted by the Permanent Bureau had shown that the conflict of laws principles for matters such as transfrontier pollution were relatively undeveloped despite extensive international activity on matters relating to the environment. That activity was mainly directed to macro-environmental problems and was largely based on public international law solutions through negotiations among States and standard setting. Even the recent work of the Council of Europe in this field had been aimed at issues of substantive liability and had left the question of the applicable law aside.

The discussion showed that most delegations found this topic to be of essential interest and growing importance. Nonetheless, there would be a number of significant problems to work out such as defining the scope of the

topic, avoiding discordancy between public and private law, deciding whether the bases for assumption of jurisdiction in environmental cases should be dealt with and, finally, determining whether and how international co-operation should be arranged in this field.

The Special Commission decided to recommend to the Seventeenth Session that this topic be included in the agenda for future work of the Conference with high priority. Subsequently, the Permanent Bureau asked the Member States to send in copies of all legislative material and case law which could help the Permanent Bureau in its continuing research on this topic.

##### XVII *Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents*

This Convention was recognized to be highly successful, having received the largest number of ratifications and accessions of any of the Hague Conference's Conventions. None the less, three decades had passed since this Convention had been drafted and intervening technical developments, as well as the evolution in the practice, caused some questions to be posed which were not directly answered by the Convention or its Explanatory Report. Notably, these questions had to do with whether the register or card index of Article 7 could be kept in electronic form, whether signatures on the *apostille* could be affixed mechanically, electronically or by rubber stamp, and, thirdly, on whether any time-limit could be set for the duty to 'keep' the register or card index as provided in Article 7 of the Convention. The Permanent Bureau pointed out that since many Parties to the treaty were not represented at the June Special Commission meeting, no substantive discussion should be held. The Permanent Bureau simply wanted to obtain the Commission's advice as to the proper procedure to be followed in seeking to resolve the questions which had arisen in practice.

Most of the experts considered that the best method would be a written consultation, compiled and sent out by the Permanent Bureau to all the different Member States of the Conference (including States which are not Parties to the Legalisation Convention), as well as to non-Member States which are Parties to this Convention. In this way, all interested States could express their opinions about the various questions raised with regard to this Convention. Depending on the results of this consultation, either a short discussion of this topic could follow at the Seventeenth Session or, if the opinions were widely divergent, a Special Commission could be convened to discuss the appropriate application of the Convention. The Permanent Bureau was therefore asked to carry out a consultation in writing before the Seventeenth Session.

##### XVIII *State succession and succession to the Hague Conventions*

An informational note designated Preliminary Document No 15 had posed the issues brought about by the dismemberment of Member States of the Conference or Parties to Hague Conventions (Yugoslavia and the USSR), this note reflecting the common position of the Permanent Bureau and the Ministry of Foreign Affairs



Etrangères des Pays-Bas, dépositaire du traité. Le Conseiller juridique du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas assistait d'ailleurs à la séance et a informé les experts des derniers développements en la matière. Il est demandé au Bureau Permanent de préparer un document sur le sujet afin d'informer les délégations de l'état de la question lors de la Dix-septième session.

### XIX Centenaire de la Conférence

Le Secrétaire général fait connaître que le *mercredi 19 mai 1993* aura lieu lors de la Dix-septième session une cérémonie commémorant le Centenaire de la Conférence en présence de Sa Majesté La Reine des Pays-Bas, qui recevra ensuite au cours d'un vin d'honneur les chefs de délégations. Le soir, dans la Salle des Chevaliers, un banquet sera offert aux délégations par le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas. La délégation néerlandaise fait connaître que le Ministre de la Justice des Pays-Bas envisage d'inviter pour cette journée les Ministres de la Justice des Pays membres. Si ce projet prenait corps une séance de travail avec les Ministres et éventuellement une réception à la Cour internationale de Justice pourrait être envisagée. La délégation néerlandaise et le Secrétaire général étudieront plus avant la possibilité de concrétiser un tel projet.

### XX Sélection des Conventions de La Haye devant faire l'objet d'un tour de table lors de la Dix-septième session

Au cours des discussions se dégage rapidement l'idée qu'il conviendrait d'étudier le sort de l'ensemble des Conventions relatives au droit patrimonial de la famille. Le problème des obligations alimentaires faisant l'objet d'une décision particulière, il est décidé de soumettre à l'attention de la Dix-septième session les quatre Conventions suivantes:

- *Convention du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions;*
- *Convention du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort;*
- *Convention du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance;*
- *Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux.*

En outre la Commission sélectionne la *Convention du 22 décembre 1986 sur la loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises*. Il semble en effet que l'insuccès de cette Convention, dont l'élaboration a fait l'objet d'une coopération mondiale, méritait d'être analysée, non seulement au regard de l'importance de la matière elle-même et de sa coexistence avec la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises mais également au regard des perspectives futures d'ouverture et d'élargissement de la Conférence. Dans le but d'alléger les interventions orales lors de la Dix-septième session, le Bureau Permanent demandera aux Etats membres d'exprimer par avance et par écrit leurs observations sur chacune des Conventions afin de pouvoir préparer un dossier de synthèse.

## D QUESTIONS NOUVELLES

### XXI Exécution des jugements

La Commission a débattu d'un sujet nouveau proposé par la délégation des Etats-Unis, à savoir l'établissement éventuel d'une Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, Convention qui pourrait s'inspirer des Conventions de Bruxelles et de Lugano conclues entre les Etats européens, tout en s'étendant à un cadre géographique beaucoup plus large. Ce sujet n'ayant été proposé que quelques semaines avant la réunion, le Bureau Permanent n'a pu qu'ébaucher un rapport préliminaire (Doc. pré-l. No 17) et les discussions n'ont pu se dérouler de manière approfondie. Néanmoins, il a été reconnu que la proposition américaine présentait un grand intérêt et méritait attention, mais qu'il était prématuré de se prononcer tout de suite pour recommander son rejet ou son acceptation.

Finalement, sur proposition du Secrétaire général, il est décidé de la constitution d'un groupe de travail, qui devrait siéger avant la Dix-septième session et dont les conclusions seraient soumises à celle-ci. Il s'agirait d'un groupe de travail d'experts dans le domaine des conflits de juridictions et après consultation il est décidé qu'il serait composé d'un expert de l'Argentine ou du Venezuela, de la Chine, de l'Egypte, de la Finlande, de la France, de la Hongrie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Il est demandé au Secrétaire général de prendre contact avec le Conseil des Communautés européennes et le Secrétariat de l'Association européenne de libre échange, afin de les tenir informés du développement de la question et de leur faire parvenir les conclusions du groupe de travail.

### XXII Position des Etats non membres de la Conférence à la Commission I sur les affaires générales et la politique de la Conférence lors de la Dix-septième session

Du fait de la large participation attendue d'Etats non membres de la Conférence aux travaux de la Commission II qui sera consacrée à l'adoption internationale, le Secrétaire général pose la question de savoir si les délégués de ces Etats pourront être admis aux séances de la Commission I sur les affaires générales et la politique de la Conférence et s'ils pourront s'exprimer.

Peu de délégations souhaitent une exclusion totale des Etats non membres des travaux de la Commission I. Aucun expert ne souhaite permettre une participation pleine et entière aux affaires générales qui en principe ne concerne pas ces Etats.

Certaines délégations estiment que tout en pouvant assister aux débats les délégués de ces Etats ne devraient pouvoir obtenir la parole que sur demande préalable adressée à la présidence.

D'autres délégations estiment que tout en pouvant participer physiquement les délégations des Etats non membres ne devraient pas pouvoir s'exprimer car le programme de travail de la Commission I est chargé et que priorité doit être donnée aux délégations des Etats membres.

Faute de pouvoir conclure à la majorité dans un sens ou dans un autre, la Commission charge la Commission d'Etat néerlandaise et le Secrétaire général de décider en fonction des positions exprimées et des possibilités pratiques qui se feront jour.

of the Netherlands, the depositary of the treaties. The legal adviser of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, moreover, attended the meeting and informed the experts concerning the latest developments on these issues. The Permanent Bureau was asked to prepare a document on this subject in order to inform the delegations at the Seventeenth Session about the current status of these questions.

#### XIX *Centenary of the Conference*

The Secretary General announced that on *Wednesday 19 May 1993*, during the Seventeenth Session, a ceremony would take place commemorating the Centenary of the Conference in the presence of Her Majesty the Queen of the Netherlands who would, afterwards, receive the heads of delegations in honour of this event. In the evening of the same date a banquet, offered to the delegations by the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, would be held in the Knights' Hall. The Netherlands delegation indicated that the Minister of Justice of the Netherlands was considering inviting for that day the Ministers of Justice of the Member countries. If this project were to take shape, a working session with the Ministers and possibly a reception at the International Court of Justice might be contemplated. The Netherlands delegation and the Secretary General would study further the possibility of bringing such a project about.

#### XX *Selection of Hague Conventions for consideration at round-table meetings*

In the course of the discussions, the idea rapidly emerged that the prospects of the entire group of Conventions dealing with family property and financial law should be studied. Since the operation of the Conventions on maintenance (support) obligations was already the subject of a specific decision, it was decided to submit to the attention of the Seventeenth Session the four following Conventions:

- *Hague Convention of 2 October 1973 on the International Administration of the Estates of Deceased Persons;*
- *Hague Convention of 1 August 1989 on the Law Applicable to Succession to the Estates of Deceased Persons;*
- *Hague Convention of 1 July 1985 on the Law Applicable to Trusts and on their Recognition;*
- *Hague Convention of 14 March 1978 on the Law Applicable to Matrimonial Property Regimes.*

In addition, the Special Commission selected the *Convention of 22 December 1986 on the Law Applicable to Contracts for the International Sale of Goods*. It seemed, in fact, that the lack of success of this Convention, the preparation of which had been brought about by worldwide co-operation, deserved to be analysed, not only in view of the importance of the topic itself, and of its co-existence with the Vienna Convention on the International Sale of Goods, but also in view of the future prospects for widening and enlarging the Conference. For the purpose of shortening the oral statements during the Seventeenth Session, the Permanent Bureau requested that Member States express their observations in advance and in writing on each of these Conventions, thus making possible the preparation of syntheses of these observations.

#### D NEW ITEMS

#### XXI *Enforcement of judgments*

The Special Commission discussed a new topic proposed by the delegation of the United States, which was the possible drafting of a convention on recognition and enforcement of decisions in civil and commercial matters, which convention might take its inspiration from the Brussels and Lugano Conventions drawn up among the European States while extending to a much broader geographical framework. This topic having been proposed only several weeks before the meeting, the Permanent Bureau had only been able to sketch out a preliminary report (Prel. Doc. No 17) and the discussions were not able to go into great depth. None the less, it was recognized that the American proposal offered significant interest and deserved attention, though it would have been premature to take a decision immediately, even to recommend its rejection or its acceptance. Finally, on the Secretary General's proposal, it was decided that a working group would be set up which would meet before the Seventeenth Session and submit its conclusions to that Session. This would be a working group of experts in the field of judicial jurisdiction, and after consultation it was decided that the group would be composed of an expert from Argentina or Venezuela, from China, from Egypt, from Finland, from France, from Hungary, from the United Kingdom and from the United States.

The Secretary General was asked to enter into contact with the Council of the European Communities and the Secretary of the European Free Trade Association in order to keep them informed on the development of this proposal and to forward to them the working group's conclusions.

#### XXII *Position of non-Member States of the Conference at Commission I of the Seventeenth Session, which will deal with general affairs and the policy of the Conference*

Due to the broad participation by States non-Members of the Conference in the work of Commission II, which will be devoted to intercountry adoption, the Secretary General raised the question of whether the delegates of these States would be admitted to the meetings of Commission I which will deal with general affairs and the policy of the Conference, as well as whether such delegates may take the floor.

Few delegations wanted total exclusion of non-Member States from the work of Commission I. None of the experts wanted to allow full participation of these States in the work of this Commission, which in principle did not concern them.

Certain delegations thought that the delegates of these States should be able to attend the discussions, but should take the floor only following a prior request directed to the Chair.

Other delegations thought that the delegations of non-Member States should be able to be present, but should not be able to take the floor since the working programme of Commission I is heavy and priority ought to be given to the delegations of the Member States.

Being unable to decide by a majority as to one option or the other, the Special Commission asked the Netherlands State Commission and the Secretary General to make the decision based on the positions expressed and the practical possibilities of which they would become aware.

## **Recommandations et décisions de la Commission spéciale**

A la suite de l'examen des différents points de l'ordre du jour, la Commission spéciale,

A RECOMMANDE l'inscription en priorité des matières suivantes à l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence:

- 1 révision de la Convention sur la protection des mineurs de 1961 et son extension éventuelle aux mesures de protection des majeurs,
- 2 détermination de la loi applicable à la responsabilité pour les dommages causés à l'environnement.

B RECOMMANDE le maintien ou l'inscription des matières suivantes à l'ordre du jour des travaux de la Conférence, mais sans priorité,

- 1 loi applicable aux effets de commerce,
- 2 loi applicable à la concurrence déloyale,
- 3 compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière de successions,
- 4 échange de données informatisées,
- 5 protection de la vie privée en cas de flux transfrontière de données,
- 6 loi applicable aux couples non mariés,
- 7 loi applicable aux garanties bancaires.

C RECOMMANDE que les matières suivantes soient supprimées de l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence:

- 1 loi applicable aux contrats de licence et de transfert de savoir-faire,
- 2 loi applicable au transport multimodal,
- 3 loi applicable aux obligations contractuelles.

D RECOMMANDE qu'après la Dix-septième session des commissions spéciales soient convoquées pour étudier le fonctionnement des Conventions suivantes:

- 1 Les Conventions de La Haye sur la loi applicable ou concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires, ainsi que la Convention de New York de 1956,
- 2 Les Conventions sur la procédure civile et l'entraide judiciaire internationale.

E ADOPTE les décisions suivantes:

- 1 établissement à l'intention des banques, avant la Dix-septième session, d'un questionnaire en matière de virements internationaux et de transferts électroniques de fonds,
- 2 organisation, avant la Dix-septième session d'une consultation écrite sur certains problèmes provoqués par le fonctionnement de la Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers,
- 3 convocation, avant la Dix-septième session d'un groupe de travail pour étudier la proposition américaine sur la reconnaissance et l'exécution des jugements.

F SÉLECTIONNE les Conventions suivantes pour un tour de table lors de la Dix-septième session:

- 1 administration internationale des successions,
- 2 loi applicable aux successions à cause de mort,
- 3 loi applicable au trust et sa reconnaissance,
- 4 loi applicable aux régimes matrimoniaux,
- 5 loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises.

## **Recommendations and Decisions of the Special Commission**

Following examination of the different items on the agenda, the Special Commission,

A RECOMMENDS the inclusion with priority of the following topics in the Conference's agenda for future work:

- 1 revision of the 1961 Convention on protection of minors and its possible extension to measures of protection for adults,
- 2 determination of the law applicable to civil liability for environmental damage.

B RECOMMENDS the retention or the inclusion of the following topics in the Conference's agenda for future work, but without priority:

- 1 law applicable to negotiable instruments,
- 2 law applicable to unfair competition,
- 3 judicial jurisdiction and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death,
- 4 electronic data interchange,
- 5 protection of privacy in connection with transfrontier data flows,
- 6 law applicable to unmarried couples,
- 7 law applicable to bank guarantees.

C RECOMMENDS that the following topics be stricken from the Conference's agenda for future work:

- 1 law applicable to licensing agreements and transfer of technology,
- 2 law applicable to multimodal transport,
- 3 law applicable to contractual obligations.

D RECOMMENDS that, after the Seventeenth Session, Special Commissions be convened to study the operation of the following Conventions:

- 1 Hague Conventions on the law applicable to or on the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations, as well as the New York Convention of 1956,
- 2 Conventions on civil procedure and on international judicial and administrative co-operation.

E ADOPTS the following decisions:

- 1 to address to the banks, before the Seventeenth Session, a questionnaire concerning international credit transfers and electronic funds transfers,
- 2 to organize, before the Seventeenth Session, a written consultation on the various questions raised with regard to the operation of the Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents,
- 3 to convene, before the Seventeenth Session, the meeting of a working group to study the United States proposal on the recognition and enforcement of judgments.

F SELECTS the following Conventions for a round-table discussion at the Seventeenth Session:

- 1 international administration of the estates of deceased persons,
- 2 law applicable to succession to the estates of deceased persons,
- 3 law applicable to trusts and their recognition,
- 4 law applicable to matrimonial property regimes,
- 5 law applicable to contracts for the international sale of goods.